

BLUM (M. Léon).

*Président du Gouvernement provisoire
de la République,*

Ministre des Affaires étrangères
(du 18 décembre 1946 au 22 janvier 1947).

Vice-Président du Conseil

(Cabinet MARIE)
(du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948).

Dépôt :

Le 17 décembre 1946, une déclaration du Gouvernement provisoire de la République, n° 139.

Interventions :

Est élu *Président du Gouvernement provisoire de la République* [12 décembre 1946] (p. 84). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [*J. O.* du 17 décembre 1946] (p. 10694). — Donne lecture de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 103); *Ses observations sur l'exécution de 7 musulmans à Constantine* (p. 115). — Est entendu au cours de la discussion d'une adresse de sympathie aux combattants d'Indochine [20 décembre 1946] (p. 197). — Fait une communication à l'Assemblée sur la situation en Indochine [23 décembre 1946] (p. 320 et suiv.). — Est désigné *Président du Conseil* [21 novembre 1947] (p. 5103).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Son programme de gouvernement* [21 novembre 1947] (p. 5103, 5104); *Sa réponse aux divers orateurs* (p. 5111, 5112, 5113, 5117). L'investiture ne lui est pas accordée (p. 5117). — Est nommé *Vice-Président du Conseil des Ministres* [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

BOCCAGNY (M. Albert), Député de la Haute-Savoie.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commis-

sion des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 23 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production laitière en supprimant notamment la taxe de solidarité appliquée aux vaches laitières, n° 1454. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des secours d'urgence pour venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe des Houches (Haute-Savoie), n° 5314. — Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables à l'approvisionnement en cuivre pur, n° 5832. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les conditions de contrôle des installations électriques rurales, n° 6392. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à cesser toutes importations de produits laitiers et à pratiquer une politique de soutien aux organismes stockeurs de fromages de garde, n° 10342. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux victimes de l'ouragan qui a déferlé sur le département de la Haute-Savoie dans la journée du vendredi 16 juin 1950, n° 10420. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la réalisation des travaux de parachèvement, réparations, améliorations et extensions du canal d'irrigation

de Ventavon (Hautes-Alpes), n° 11199. — Le 10 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier sa politique en matière d'importation de produits agricoles et, en particulier, cesser toute importation de produits laitiers, n° 11237. — Le 6 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures susceptibles de permettre au Centre éducatif régional des Marquisats à Annecy de reprendre son fonctionnement normal et de poursuivre toutes ses activités, n° 11521.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 124 : *Traitements du personnel contractuel* [11 juillet 1947] (p. 3006). — Intervient dans la discussion : du projet de loi de dégagement des cadres de fonctionnaires ; Art 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les déportés politiques* [12 août 1947] (p. 4275) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947 : Etat I, INTÉRIEUR, Chap. 505 : *Son amendement concernant les subventions aux collectivités locales* [27 décembre 1947] (p. 6345) ; *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AGRICULTURE, Chap. 312 : *Ecoles nationales d'agriculture* [25 mai 1948] (p. 2907, 2908) ; — de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance, Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des demandes du titre de combattant volontaire de la Résistance (Activité du frère de M. Montel pendant l'occupation)* [14 décembre 1948] (p. 7572). — Est entendu pour un fait personnel : *Activité collaboratrice du frère de M. Montel pendant l'occupation à Annecy* [14 décembre 1948] (p. 7587). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'industrie et du commerce, Chap. 501 : *Encouragement à l'artisanat* [30 mars 1949] (p. 1880) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture, Chap. 505 : *Subventions aux Centres d'insémination artificielle* [12 avril 1949] (p. 2363) ; — des interpellations

sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix agricoles)* [25 janvier 1950] (p. 503) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE, Chap. 1150 : *Directions départementales des services agricoles (Reclassement des fonctionnaires)* [24 mai 1950] (p. 3887, 3888) ; Chap. 5160 : *Encouragement à la sélection animale* [25 mai 1950] (p. 3952, 3953) ; *Anciens combattants et victimes de la guerre*, Chap. 3110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour frais de déplacement du personnel et indemnités aux médecins civils (Centres de réforme)* [24 juillet 1950] (p. 5894) ; *le retire* (p. 5895) ; — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6544, 6545) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des produits laitiers)* [7 décembre 1950] (p. 8795). — Est entendu sur une question posée par M. Billat à M. le Ministre des finances et relative à la majoration des impôts agricoles en 1950 [8 décembre 1950] (p. 8832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées, Art. 37 : *Amendement de M. Paumier tendant à accorder l'allocation aux personnes ayant moins de 144.000 francs de revenus par an* [13 décembre 1950] (p. 9035) ; Art. 43 : *Amendement de M. Paumier tendant à renvoyer aux conditions prévues à l'article 16* (p. 9037) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 : AGRICULTURE, Chap. 1140 : *Direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526) ; Chap. 1620 : *Direction des eaux et forêts* (p. 9534) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 6 : *Son amendement relatif à l'établissement des prix moyens pour les produits laitiers* [14 février 1951] (p. 1143, 1144, 1145) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Article additionnel : *Son amendement tendant à allouer 2 000 francs par mois de captivité aux déportés politiques* [15 mai 1951] (p. 5192, 5193) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Pécule des*

déportés politiques) (p. 5198); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 11 : *Son amendement tendant à exempter de cotisation les travailleurs mixtes payant moins de 200 francs de revenu cadastral* [16 mai 1951] (p. 5274, 5275).

BOCQUET (M. Emile), *Député du Nord*
(5^e circonscription).

Son élection est validée [23 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357); — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 21 décembre 1946, une proposition de loi relative à l'amnistie de certains délits de hausse illicite, n° 186. — Le 6 février 1947, une proposition de loi relative à la police des animaux dans le rayon des frontières de terre, n° 452. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la répartition des sons et issues de meunerie n° 984. — Le 23 juin 1947, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant statut de la coopération, n° 1801. — Le 23 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, relative à l'organisation du ravitaillement en lait et en produits laitiers, n° 2482. — Le 3 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées ali-

mentaires et des produits agricoles, n° 2770. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'assistance à l'enfance, en vue de permettre le dépôt des fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel, n° 10076. — Le 14 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de l'Avesnois et du bassin de la Sambre, n° 10286. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la production d'un lait propre et sain, n° 10579. — Le 1^{er} mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 11457) relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, n° 12402. — Le 16 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 11457) relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, n° 12538. — Le 20 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 11077) étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles, n° 12566. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 9906) de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent, dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, n° 12983. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11457) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, n° 13285.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande (*Prix différentiel du blé*) [16 mai 1947] (p. 1618); — de la proposition de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1929, 1930, 1932); Art. 3 : *Amende-*